

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MAI 1913

Proposition de loi concernant les marchés à livrer et à terme et l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

A de nombreuses reprises, le Parlement a été saisi de propositions tendant à mettre terme aux abus résultant des paris et jeux de bourse.

L'exception de l'article 1963 du Code civil, loin de réprimer la passion du jeu, fournit une prime aux joueurs malhonnêtes : Ils y trouvent le moyen d'encaisser le profit d'opérations qu'ils savent être impuissants à régler en cas de pertes. Trop souvent les magistrats sont obligés de prononcer en faveur de plaideurs malhonnêtes, au détriment d'intermédiaires de bonne foi. Son application par les tribunaux a amené une regrettable et dangereuse confusion entre le marché à terme et le pari ou jeu de bourse dont il est souvent le manteau.

M. le Président du Tribunal de commerce de Bruxelles, dans son rapport de septembre 1908, écrivait :

« La revision de la loi sur l'exception de jeu s'impose de façon non moins inéluctable. Cette loi qui permet d'encaisser des bénéfices et de refuser le paiement des pertes, constitue un anachronisme et un véritable outrage à la moralité publique. Il est plus que temps qu'elle disparaisse pour faire place à une législation adéquate aux mœurs commerciales et aux conditions économiques du siècle, essentiellement et profondément différentes de l'époque au cours de laquelle cette loi fut promulguée.

Dans leur réunion semestrielle, les présidents ont unanimement émis le vœu de voir modifier le plus tôt possible une loi que les tribunaux ont l'obligation d'appliquer, mais qu'ils n'appliquent que contraints et forcés : *dura lex, sed lex !* »

S'adressant à un autre auditoire, un journal écrivait le 18 décembre 1910 :

« Il est question de réglementer les opérations de la Bourse de commerce.

» A vrai dire, il serait préférable de les supprimer, car elles n'ont jamais été d'aucune utilité à la prospérité et au progrès de l'industrie.

» La Bourse est le chancre de l'activité industrielle.

» Mais au lieu de supprimer, l'on veut réformer, et, en réformant, l'on veut maintenir l'exception de jeu qui permet à l'individu de mauvaise foi de se soustraire, à l'abri des lois, à des engagements librement consentis et s'assure parfois une fortune au détriment de ses victimes.

» Dans l'opération à terme, le client qui gagne touche, mais quand il perd, la jurisprudence ne l'oblige pas à payer, n'accepte même pas les garanties qu'il a pu fournir à l'intermédiaire, et le joueur, s'il est malhonnête, ce qui arrive souvent, s'abrite derrière l'excuse de l'exception de jeu pour se dérober au paiement.

» Il serait juste cependant d'abolir l'exception de jeu et d'obliger le client qui a encaissé en cas de gain à payer en cas de perte, au lieu de forcer à déboursier à sa place celui qu'il a chargé d'opérer.

» Les arrêts de justice sont favorables aux joueurs et poussent ceux-ci à tenter la chance puisqu'ils savent qu'ils peuvent se soustraire aux conséquences des risques de perte qu'ils courent.

» En fait, donc, la justice favorise à la fois le jeu et le joueur sans scrupules (1) ».

Une confusion s'est introduite, avons-nous dit, entre le marché à terme jeu ou pari de bourse.

Acheter ou vendre à terme n'est pas jouer. C'est une opération commerciale non seulement régulière et licite, mais essentielle pour assurer la régularité des marchés.

« La véritable loi de l'offre et de la demande s'établit entre les spéculateurs, et pas du tout entre les vendeurs et les acheteurs réels, qui représentent les producteurs et les consommateurs. »

A défaut des opérations à terme, les mouvements des marchés seraient absolument désordonnés. En les prohibant, on ne ferait pas disparaître la spéculation, mais la prévoyance commerciale.

L'élément de spéculer — réaliser un bénéfice — ne transforme pas une opération à terme en un jeu. Le lucre est le but de tout commerçant. On ne peut exiger que chacun n'achète ou vende que ce qu'il pourra consommer ou produire. Et le jeu n'existe pas encore nécessairement lorsque les parties prévoient qu'elles pourront être amenées à liquider le marché en réalisant le bénéfice qu'il produira, et qui se traduira en une différence de cours.

Mais ce qui est vrai c'est que nombre de personnes, sous le couvert et les apparences de marchés à terme, se livrent à de véritables paris sur ces différences de cours. Elles stipulent, en réalité, qu'on leur remettra, ou qu'elles paieront, une somme calculée sur l'événement incertain du cours à pratiquer à une date déterminée.

Il est à remarquer, à cet égard, qu'il n'est pas nécessaire, pour la formation de tels paris, que l'on invoque des marchés à terme : ils peuvent être pratiqués avec les mêmes résultats sous la forme d'opérations « au comptant différé ». (Arrêt de Bruxelles du 17 novembre 1904.)

(1) *Le Peuple*, n° du 18 décembre 1910. N° 552, p. 1, col. 3.

Aussi paraît-il, à première vue, assez inutile de proclamer dans un texte de loi la légalité des marchés à terme. Cependant cette déclaration peut avoir la portée de détruire la regrettable confusion qui s'est introduite et de mettre à l'abri de toute contestation ce principe :

« Les marchés à terme sont libres, et leur règlement peut s'établir par des différences. Ces différences acquièrent un caractère commercial et doivent être réglées comme des dettes ordinaires. »

* * *

Il n'y a point de marché à terme lorsque les parties n'ont pas eu l'intention de se livrer à des opérations réelles. Et c'est ici que la matière devient particulièrement délicate : Les juges au civil doivent scruter les intentions secrètes des parties.

De combien d'éléments ne doivent pas s'inquiéter ces juges dans la recherche de cette intention :

Le profession des parties et la nature des opérations traitées habituellement par celles-ci;

L'importance des opérations conclues en regard de la fortune ou des moyens financiers des parties intéressées;

Les opérations antérieures et leur mode de liquidation;

Les offres ou réclamations de livraison;

La nature des choses ou valeurs vendues, et les mouvements dont elles sont susceptibles et ce pour les combiner le plus souvent avec l'élément du terme et du report qui les accompagnent.

Est-il bien certain que la recherche de cette intention aboutira toujours à des résultats certains?

Si le juge découvre l'intention de jouer chez une des parties, combien de fois ne sera-t-il pas amené à errer lorsqu'il la déclarera commune?

Les agents de change et commissionnaires traitent aujourd'hui presque exclusivement comme commissionnaires. A moins d'enfreindre les règles de leur profession en se constituant contre-partie, ils sont dans l'obligation d'exécuter les ordres que leur donne celui qui a cette intention de jouer, mais qu'il a bien soin de ne pas révéler, — qu'il dissimule, au contraire, en éparpillant ses opérations avec de nombreux intermédiaires.

La constatation des faits servant de base à l'exception de jeu donne lieu à de multiples erreurs.

C'est pourquoi, si même on entendait la laisser subsister, il conviendrait d'introduire dans la loi des règles indiquant les cas où la régularité de l'opération doit être admise, malgré les présomptions et les apparences contraires.

En 1897, le Congrès commercial et industriel, tenu à Bruxelles, votait la formule : « L'exception de jeu, établie par l'article 1963 du Code civil, ne pourra en aucun cas être invoqué contre l'agent de change ou courtier en marchandises qui aura agi comme intermédiaire et suivant les règlements et usages des bourses de commerce. »

* * *

Le Gouvernement avait déposé, le 19 décembre 1911, un projet de loi « sur les marchés à terme de bourse ».

Ce projet ne faisait pas reposer sur l'intention des parties la distinction entre la marché à terme licite et celui devant être considéré comme le masque de purs jeux ou paris. Il basait la validité de l'opération sur la qualité des personnes qui concluent le marché et les conditions intrinsèques du marché :

Le commerçant faisant des opérations à terme sur les marchandises dont les transactions constituent l'objet de sa profession, spécule, il ne joue pas. Le non-commerçant peut être présumé joueur et doit être protégé contre ses entraînements.

Nous croyons que l'on peut aller au delà, et remplacer la sanction de l'exception de jeu par cette autre :

« Tout spéculateur qui aura fait des opérations de bourse dans l'intention de jouer et qui savait sans aucun doute, au moment où il contractait ses engagements qu'il ne pourrait pas les tenir s'ils lui étaient défavorables, sera passible des peines portées aux articles du Code pénal visant l'escroquerie. »

Et comme corrolaire, punir celui qui aura abusé des passions du joueur.

L'exception de jeu ne devrait donc subsister que dans le seul cas où les parties ont formellement manifesté leur intention de jouer et à défaut d'une déclaration expresse cette volonté ne pourra résulter que de la combinaison de deux éléments : le fait de n'être pas marchand de choses semblables et de la spécialisation de l'objet avant expiration du délai d'exécution.

*
* * *

Il existe des motifs de distinguer entre les opérations pouvant dissimuler le jeu, celles sur marchandises et celles sur fonds publics. Si chacun ne fait pas métier d'acheter et vendre des denrées, à raison de la transformation de la fortune mobilière, il est peu de personnes qui n'achètent et vendent, soit pour assurer la gestion de leur patrimoine, des fonds publics — placements à long ou à court terme, valeurs de portefeuille ou de spéculation. Si l'opération d'acheter ou vendre des denrées par un non-commerçant apparaît à première vue comme anormale, il n'en est pas même du fait d'acheter ou vendre des fonds publics.

C'est pourquoi, en ce qui concerne les denrées, on peut opérer une distinction entre opérations traitées par des commerçants et celles où interviennent un ou des non-commerçants.

Faut-il assimiler au non-commerçant celui qui, dans l'opération traitée, agit en dehors de son commerce spécial? Sans doute, cette distinction sera de nature à entraîner certaines difficultés d'application, et la disposition de l'article premier du projet de Décembre 1911 a soulevé à cet égard de multiples critiques. Mais si l'on peut, et si l'on doit considérer comme sérieux et effectifs les marchés conclus entre commerçants « vendant des choses semblables », cette présomption ne s'impose plus avec la même force lorsqu'il s'agit de personnes qui ne traitent plus dans l'exercice d'opérations qui se rapportent à leur commerce. On est en droit de leur demander une justification complémentaire lorsque l'opération est contestée.

C'est à bon droit que la Chambre de commerce d'Anvers a proposé d'émettre la présomption de légalité et de validité au profit de ces opérations lorsqu'elles sont conclues entre un commerçant et un non-commerçant, à la condition qu'elles ne restent pas jusqu'à l'échéance des « *marchés en blanc* », c'est-à-dire que l'objet du contrat soit spécialisé.

« Nous entendons par ce mot, écrit-elle, la détermination des denrées et marchandises, non seulement par leur quantité, leur espèce, leur qualité, mais par leur identité. Il faut qu'avant l'échéance du terme, le vendeur ait pu connaître quelles sont exactement les marchandises vendues, qui se trouvent en tel magasin, à tel endroit, qui peuvent être livrées si l'acheteur consent à en prendre livraison... »

» Cette restriction, qui écarte pour le particulier la possibilité de soutenir que l'opération a été purement fictive, ne créera pour le négociant aucune difficulté : il sera toujours à même d'éviter les dangers dont il est actuellement trop souvent victime. »

Si cette preuve n'est pas fournie le marché sera purement fictif — quelle que soit la qualité des parties —, et il n'y a pas lieu de distinguer si l'une d'elles est un commerçant : ces marchés complètement « en blanc » non susceptibles d'exécution, ne fournissent aucun élément utile au marché économique. Il n'y a pas lieu de leur attribuer des effets légaux.

*
* *

Si nous passons des bourses aux marchandises à celles des effets publics, nous constaterons l'impossibilité de nous attacher ici à la qualité des parties pour vérifier si le marché peut être considéré comme réel et doit être ou peut être suivi d'exécution.

C'est pourquoi il convient de faire résulter ce caractère d'un autre élément : la conclusion dans une bourse de commerce, par l'intermédiaire d'une personne devant rester personnellement étrangère à la livraison, et la constatation du fait de cette opération par un organisme investi déjà officiellement de mesures de contrôle en vue d'assurer la régularité des transactions boursières.

La loi italienne prévoit que tous les bordereaux doivent être timbrés, mais que — cette opération étant accomplie — les opérations renseignées dans ces bordereaux sont valables.

Le projet de loi prévoit à ces fins une vérification facile : le bordereau de l'agent de change serait présenté — muni de timbres adhésifs du montant égal à la perception du droit prévu à l'article 5 — au préposé de la commission de la Bourse qui annulerait ceux-ci par un timbre à date. Il en retiendrait pour contrôle un talon portant pour uniques mentions celle, imprimée, du nom de l'agent, de celui au profit de qui l'opération est traitée, et du montant de l'opération.

Sans doute, cette mesure de contrôle entraînerait la perception d'un léger droit : moins de 200 francs 10 c. ; de 200 à 500 francs 25 c. ; 500 à 1000, 50 c. ; 1000 à 2000, 1 franc ; chaque somme de 1000 francs ou fraction de mille, 50 c. en plus.

Nous sommes persuadés que le monde de la Bourse accepterait de supporter cette charge comme prime d'assurance l'exonérant des risques qu'il

subit actuellement. Au surplus, elle ne serait due qu'au cas d'accomplissement de la formalité.

D'ailleurs, serait-il une charge plus juste que celle-ci, supportée par le public, à côté du courtage, portant sur des opérations qui impliquent élément de spéculation, — à l'encontre de celles appliquées dans d'autres pays sur les opérations de bourse, en général. Ce léger impôt sur les opérations à terme, n'est pas de nature, croyons-nous, à exercer une répercussion sur la vitalité du marché.

D'autre part, nous n'avons pas cru nécessaire de stipuler que la provision ou « couverture » remise en matière d'opérations à terme ne pourrait être répétée : si l'opération qu'elle garantit est régulière traité en conformité des règles que précèdent la défense de répéter s'impose.

Dans les autres cas, la loi pourrait difficilement, semble-t-il, proclamer la légitimité du jeu en introduisant une clause qui pourrait être interprétée dans le sens d'attribuer des effets légaux à des actes nuls.

*
* *

Pour les motifs que nous avons déjà indiqués, nous estimons qu'il y a lieu de substituer à la sanction de la nullité des opérations celle bien plus efficace des responsabilités personnelles — civiles et pénales.

C'est ce principe qui domine toute notre législation de la Bourse et qui, en 1886, a abouti à remplacer la sanction de nullité de la société anonyme irrégulièrement constituée par celle de la responsabilité des fondateurs.

L'exception de jeu a été introduite dans nos codes à la faveur d'arguments qui paraissent quelque peu archaïques dans la situation économique qu'un siècle d'évolution a transformée.

« Notre âme est froissée : nous frissonnons — s'écriait Portalis, — quand on nous présente sur la scène le spectacle d'un joueur déchiré par ses remords, environné des débris de son patrimoine, accablé sous son infortune et ne pouvant supporter le fardeau de la vie au milieu des reproches et des pleurs d'une famille désolée. Eh quoi ! la justice, en donnant une action utile pour les promesses contractées au jeu, viendrait-elle consommer avec son glaive le sacrifice commencé par la cupidité ? Non ! législateurs, la morale de nos lois ne peut être ni moins pure, ni moins austère que la morale des théâtres. »

Aujourd'hui, s'il est une victime du jeu, s'il est un spectacle immoral, c'est celui qui consiste à voir opposer à un agent de change l'exception de jeu par un joueur, qui emporte paisiblement le produit de ses gains ; de voir un agent de change, qui se trouve acculé à la faillite, tandis que son débiteur « heureux mais de mauvaise foi » cherche d'autres victimes.

« Au lieu d'atteindre la passion du jeu, constatait très justement, l'honorable M. Carton de Wiart — cette jurisprudence favorise précisément la classe très peu intéressante des joueurs qui comptent, en cas de perte, sur l'exception du jeu, opposée ouvertement ou attendue de l'office du juge. En fait, les grands établissements financiers ne sont guère exposés à en souffrir. Mais en revanche tous ceux qui, comme les agents de change et les courtiers en marchandises, sont obligés de suivre le mouvement, mais avec une

clientèle nécessairement plus mêlée, sont chaque jour à la merci d'une partie déloyale, qui compte sur l'exception du jeu pour encaisser les bénéfices et se soustraire au paiement des pertes (1). »

* * *

Ainsi que le suggérait la *Chambre de commerce d'Anvers*, si l'on veut empêcher le trafic de quelques personnes qui vivent de la sottise d'autrui, il faut diriger ses recherches dans le sens de certaines pénalités comminées contre ceux qui abusent de libertés accordées à tous : « il resterait à édicter des mesures répressives contre ceux qui commettraient des actes repréhensifs frappant ceux qui commettraient des actes repréhensibles, en abusant de l'ignorance ou de la passion de personnes pour les déterminer à traiter des affaires à terme ».

Il paraît certain que le jour où celui qui s'engagera dans des opérations de bourse pourra être exposé à en subir toutes ces conséquences, il se montrera d'avantage réservé et circonspect.

Nous estimons que la proposition actuelle devra se compléter par l'adoption de dispositions instituant la faillite civile et mettant terme à ce scandale : il est permis à certaines personnes malhonnêtes de dépenser, au delà de leurs ressources, d'éclabousser le travail honnête par les insolences de leur paresse et de leur luxe, sauf à se réfugier derrière l'escroquerie légale de la séparation de biens, de placer tous les biens à l'abri du contrat de mariage de leur femme. Ils s'étalent en pleine lumière des fêtes, tandis que leurs fournisseurs se débattent dans la procédure de faillite.

Mais sans attendre cette réforme, il est utile d'atteindre leurs actes par des sanctions pénales lorsqu'ils se manifestent sous la forme de spéculations boursières. Les actes que nous érigeons en délits constituent de véritables escroqueries.

Nous signalerons d'abord une des plus graves : c'est celle du mineur, de la femme mariée, qui dissimulent leur incapacité.

Ils traitent et se font remettre des valeurs. Puis, si la chance les dessert, un tuteur, un mari intervient pour réclamer la restitution des sommes versées. Il en a souvent profité, mais comment en fournir la preuve? Nous pourrions citer maints exemples où les premiers établissements financiers de la capitale ont été victimes de ces pratiques, et ce n'est qu'à la faveur d'une législation spéciale que la Caisse d'Épargne, elle-même, a pu y échapper dernièrement.

Escroquerie encore le fait d'acheter ou vendre étant certain de ne pouvoir faire face à ses obligations : mais, lésion plus encore d'ordre privé que public — et la meilleure des réparations consistera à obliger le coupable de s'acquitter de ses obligations : il faudra une plainte pour que les poursuites aient lieu ; le désistement de la victime mettra fin à l'instruction.

Enfin, il convient d'atteindre tous ceux qui, dans l'espoir de percevoir des courtages, entraînent des gens incapables dans la voie du jeu. Ceux qu'il importe d'atteindre ce sont les contre partistes, les agioteurs et rabatteurs louches

(1) Conférence sur l'Exception de jeu dans son application aux opérations différentielles.

qui guettent au passage les naïfs pour s'enrichir de leurs courtages, et trop souvent de la « gratte ». Il n'est pas un agent de change honnête qui n'applaudirait à des mesures entraînant pour résultat de purger le parquet de parasites qui ne se réclament du titre d'agent de change que pour se livrer à des opérations de contre-partie ou se créer une clientèle particulièrement dangereuse pour l'ensemble du marché.

* * *

Le projet que nous soumettons au Parlement est basé sur le principe de la liberté. Il importe surtout de faire l'éducation du public et de lui apprendre que fatalement le joueur de Bourse doit perdre : Il doit se produire à son détriment le même phénomène que celui dont est victime le joueur des maisons de jeux ou des hippodromes, lorsqu'il tient longtemps le jeu : la cagnotte mange le principal. Lors même que le joueur sera en bénéfice, son gain se trouvera réduit des frais de courtage, de report et autres accessoires qui auront vite fait de dévorer son capital.

On ne réforme par les mœurs par des lois et des réglementations sévères mais par l'opinion. A poursuivre le jeu à outrance on favorise le vice caché, et particulièrement dangereux, et on enrichit ceux qui l'exploitent et qui réclament, à raison des risques légaux qu'ils encourent, une prime d'assurance sur leurs victimes.

Les vraies sanctions résident dans les responsabilités.

Que chacun sache qu'il a à veiller sur lui-même, et que la loi intervienne pour accorder le concours le plus efficace à la vigilance personnelle.

P. WAUWERMANS.



PROPOSITION DE LOI

concernant les marchés à livrer et à terme et l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse.

ARTICLE PREMIER.

Tous marchés à livrer sur denrées et marchandises, conclus entre commerçants vendant des choses semblables, sont reconnus légaux.

Si cette condition n'existe point dans le chef des deux parties au moment de la conclusion du marché, celui-ci ne produira d'effets légaux que moyennant la justification que les denrées et marchandises formant l'objet de la transaction ont été spécialisées avant l'échéance du terme.

ART. 2.

Tous marchés à terme sur effets publics et autres, actions, obligations ou titres de sociétés sont reconnus légaux s'ils ont été conclus entre banquiers, agents de change, ou courtiers en fonds publics.

Si les deux parties n'avaient point cette qualité, les marchés seront reconnus légaux à la condition d'avoir été opérés dans une bourse de commerce.

La preuve de cette condition sera fournie par un bordereau émanant d'un agent de change ou courtier ayant droit de coter d'après les règlements locaux et visé par la Com-

WETSVOORSTEL

betreffende den koop op levering en op termijn en houdende afschaffing van de tegenwerping berustend op spel in zake van beursverrichtingen.

EERSTE ARTIKEL.

Elke koop op levering, betreffende waren en goederen, gesloten tussen handelaars die gelijkaardige zaken verkoopen, wordt geacht wettig te zijn.

Bestaat deze voorwaarde niet bij beide partijen op het oogenblik dat de koop werd gesloten, dan heeft deze dan alleen wettige uitwerking wanneer de waren en de goederen, de overeenkomst uitmakende, werden aangegeven vóór het in 't bijzonder vervallen van den termijn.

ART. 2

Elke koop op termijn, betreffende openbare of andere effecten, aandelen, obligatiën of titels van vennootschappen, wordt geacht wettig te zijn wanneer hij werd gesloten tussen bankiers, wisselagenten of effectenmakelaars.

Hadden beide partijen die hoedanigheid niet, dan wordt de koop geacht wettig te zijn, op voorwaarde dat hij werd gesloten in eene handelsbeurs.

Het bewijs, dat deze voorwaarde werd vervuld, wordt geleverd door een borderel, uitgaande van een wisselagent of van een makelaar, hebbende het recht van noteering

mission de la Bourse. Ce visa devra être apposé au plus tard avant la clôture de la séance de Bourse qui suivra celle où a été conclue la transaction.

ART. 3.

Nul ne peut, pour se soustraire aux obligations qui résultent des opérations ci-dessus, se prévaloir de l'article 1965 du Code civil, lors même que ces opérations se résoudraient par le simple paiement de différences.

ART. 4.

Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal :

1° Ceux qui, étant incapables de contracter valablement des obligations, auront traité des opérations à terme en dissimulant cette incapacité;

2° Ceux qui auront vendu ou acheté des marchandises, effets publics, actions, obligations ou titres de sociétés qu'ils savaient ne pas devoir posséder ou ne pas pouvoir payer au terme fixé;

Toutefois, les poursuites ne pourront avoir lieu ou cesseront si les objets ont été livrés ou si les fonds sont fournis.

3° Ceux qui se seront fait remettre des commissions ou des courtages, ou consentir d'autres avantages, en abusant des faiblesses ou des passions d'autrui, en vue de leur faire contracter des opérations à terme ne devant se résoudre que par le paiement de différences.

volgens de plaatselijke verordeningen, en voorzien van het visa der Beurscommissie. Dit visa moet worden gegeven uiterlijk vóór het sluiten van Beursvergadering volgende op die waarin de transactie werd gesloten.

ART. 3.

Niemand mag, ten einde zich te onttrekken aan de verplichtingen voortvloeiende uit bovenstaande verrichtingen, artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek inroepen, zelfs wanneer die verrichtingen zouden neerkomen op de eenvoudige betaling van het verschil.

ART. 4.

Worden beschouwd als schuldig aan aftroggelarij en gestraft met de straffen, door het Strafwetboek gesteld :

1° Zij die, onbevoegd zijnde tot het geldig sluiten van verbintenissen, verrichtingen op termijn hebben gedaan, hunne onbevoegdheid verhelende;

Zij die goederen, openbare effecten, aandeelen, obligatiën of titels van vennootschappen hebben verkocht of gekocht, wetende dat ze die niet moesten bezitten of niet konden betalen op den vastgestelden tijd;

Echter mag de rechtsvervolging niet geschieden of houdt zij op, indien de voorwerpen werden geleverd of indien de gelden zijn gestort.

Zij, die zich een commissie- of makelaarsloon deden ter hand stellen of andere voordeelen toekennen, misbruik makende van een andermans zwakheden of hartstochten, ten einde dezen er toe te brengen verrichtingen op termijn aan te gaan, alleen moettende neerkomen op de betaling van het verschil.

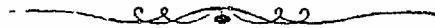
ART. 5.

Sont dispensés de l'enregistrement, mais soumis au droit de timbre proportionnel sur les effets de commerce, les bordereaux présentés au visa de la Commission de la Bourse.

ART. 5.

De borderellen, tot het visa der Beurscommissie aangeboden, zijn vrij van registratie, doch onderworpen aan het evenredig zegelrecht op de handelseffecten.

WAUWERMANS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MEI 1913.

Wetsvoorstel betreffende den koop op levering en op termijn, alsmede de tegenwerping berustend op spel in zake van beursverrichtingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Herhaaldelijk werden bij de Kamers voorstellen ingediend, strekkend om een eind te maken aan de misbruiken, voortspruitend uit weddenschappen en beursspel.

De bepaling van artikel 1963 van het Burgerlijk Wetboek is, veeleer dan intooming van speeldrift, aanmoediging voor oneerlijke spelers. Deze lieden vinden steeds het middel om de winst op te strijken, al weten zij dat ze niet in staat zijn het mogelijke verlies te betalen. Al te dikwijls moeten de magistraten gelijk geven aan oneerlijke personen, ten nadeele van tussenpersonen die ter goeder trouw handelden. De toepassing van bedoeld artikel door de rechtbanken heeft zelfs eene betreurenswaardige en gevaarlijke verwarring verwekt tusschen den koop op termijn en de weddenschap op het spel ter beurs, waartoe de bepaling vaak tot dekmantel dient.

In zijn verslag van September 1908 schreef de Voorzitter der Rechtbank van koophandel te Brussel :

« De herziening van de wet betreffende de tegenwerping berustend op het spel is onvermijdelijk. Deze wet, welke veroorlooft de winst op te strijken en den verliezer niet te betalen, is niet meer van onzen tijd en krenkt waarlijk de openbare zeden. 't Wordt hoog tijd dat zij verdwijne en de plaats ruime voor eene wet, passend bij onze handelsgebruiken en de economische toestanden in onze eeuw, welke zoo hoofdzakelijk en grondig verschillen met die van het tijdstip toen die wet werd afgekondigd.

» In hunne halfjarige vergadering hebben de voorzitters eenparig den wensch geuit, dat er zoo spoedig mogelijk wijziging worde gebracht in eene wet welke de rechtbanken moeten toepassen, doch toepassen uit dwang : *dura lex, sed lex!* »

Voor een ander publiek, schreef een blad op 18 December 1910 :

« Er is sprake van regeling der verrichtingen ter Handelsbeurs.

» Eigenlijk ware 't beter ze af te schaffen, want nooit leverden zij het geringste nut op voor de welvaart en den vooruitgang van de nijverheid.

» De Beurs is de kanker van nijverheidsbedrijvigheid.

» Doch in stede van afschaffen, wil men hervormen; de tegenwerping berustend op spel handhaven, welke tegenwerping een trouweloozen kerel in staat stelt zich, beschermd door de wetten, te onttrekken aan vrijelijk genomen verbintenissen en zich soms een fortuin te verschaffen ten nadeele van zijne slachtoffers.

» Bij de verrichting op termijn, strijkt de winner het voordeel op, doch verliest hij, dan is hij, volgens de rechtspraak, niet verplicht tot betaling; zelfs de waarborgen, mogelijk door hem aan den tusschenpersoon verstrekt, gelden niet en is de speler, wat vaak het geval is, oneerlijk, hij verschuilt zich achter de tegenwerping berustend op spel en weigert te betalen.

» Het ware nochtans rechtvaardig de tegenwerping berustend op spel in te trekken en den persoon, die ingeval van winst deze opstreek, ook ingeval van verlies te doen betalen, in stede van hem dien hij met de verrichting heeft belast, te doen betalen in zijne plaats.

» De uitspraken van het gerecht begunstigen de spelers en zetten hen aan om de kans te wagen, vermits zij toch weten dat zij zich kunnen onttrekken aan de gevolgen van het gevaar van verlies voor hen.

» Feitelijk dus bevordert het gerecht het spel en begunstigt den gewetenloozen speler (1). »

Wij hebben gezegd dat er eene verwarring is gemaakt tusschen den koop op termijn en het spel of de weddenschap ter beurs.

Koopen of verkoopen op termijn is geen spel. 't Is eene niet alleen regelmatige en wettelijke handelsverrichting, zij is ook noodzakelijk om de regelmatigheid van de koopen te verzekeren.

« De wezenlijke wet van aanbod en aanvraag wordt gemaakt tusschen de speculanten en geenszins tusschen de wezenlijke verkoopers en koopers, die de voortbrengers en de verbruikers vertegenwoordigen. »

Bestonden er geene verrichtingen op termijn, dan ware de beweging volkomen ordeloos. Verbiedt men ze, daardoor verdwijnt niet de speculatie, maar wel de handelsvoorzorg.

De eenige reden om te speculeeren, het verwezenlijken van eene winst, maakt niet dat eene verrichting op termijn een spel wordt. Winst beoogt elke handelaar. Men kan toch niet eischen dat eenieder slechts zou koopen of verkoopen wat hij kan verbruiken of voortbrengen. En noodzakelijk bestaat er ook nog geen spel wanneer partijen voorzien dat zij er kunnen toe gebracht worden den koop te sluiten door het opstrijken van de winst welke hij zal opbrengen en welke zal uitloopen op een verschil in den koers der waarde.

Doch onbetwistbaar gaan tal van personen onder den dekmantel van koop

(1) *Le Peuple*, nummer van 18 December 1910. N^o 552, blz. 1, 3^e kol.

op termijn echte weddenschappen aan op dit verschil van koers. Zij bedingen dat men hun zal overhandigen of dat zij zullen betalen, eene som berekend naar de onzekere beursnotering op een gegeven datum.

Er valt op te merken dat men, om dergelijke weddenschappen aan te gaan, zich niet noodzakelijk hoeft te beroepen op koop op termijn. Met hetzelfde gevolg kunnen zij worden gesloten onder den vorm van verrichtingen « op uitgesteld comptant ». (Arrest. Brussel, 17 November 1904.)

Ook schijnt het op het eerste gezicht tamelijk nutteloos in een wetstekst neer te schrijven dat koopen op termijn wettelijk zijn. Nochtans kan dergelijke verklaring strekken tot wering van de ontstane betreuenswaardige verwarring, en tot vermijding van alle betwisting over dit beginsel : « *dat koopen op termijn mogen gesloten worden, en kunnen geregeld worden door betaling van het verschil. Dit verschil krijgt den aard van eene handelsverrichting en moet worden geregeld als eene gewone schuld.* »

*
* * *

Geen koop op termijn bestaat indien partijen niet waren geneigd tot winstbejag. Hier wordt de zaak bijzonder kiesch. De rechters in burgerlijke zaken dienen het geheim inzicht van partijen te doorgronden.

De rechters die dat inzicht hebben na te gaan, dienen te letten op tal van omstandigheden, als daar zijn :

Het beroep van partijen en den aard van hare gewone verrichtingen ;

Den omvang van de verrichtingen in verhouding tot het fortuin of de geldmiddelen van de daarbij betrokken partijen ;

De vroegere verrichtingen en de wijze waarop zij werden geregeld ;

Het aanbod van of de klachten over levering ;

Den aard van de verkochte zaken of waarden, de kansveranderingen die zij kunnen ondergaan, om ze meesttijds overeen te brengen met den termijn en de overdracht.

Is het wel zeker dat men stellige uitslagen bekomt met het nazoeken van die bedoeling ?

Ontwaart de rechter bij eene van de partijen het inzicht om te spelen, hoe dikwijls verkeert hij niet in dwaling, zoo hij verklaart dat beide partijen dit inzicht hebben ?

De wisselagenten en commissionnarissen handelen heden ten dage uitsluitend als commissionnaris. Ten ware zij de regelen van hun beroep overtreden en zich als tegenpartij aanstelden, is het hun onmogelijk zich te vrijwaren tegen de bestellingen, hun opgedragen door hem die dit inzicht tot spelen heeft, want hij zorgt er wel voor, dit inzicht niet te laten blijken; integendeel verbergt hij het, door broksgewijs te onderhandelen met talrijke tusschenpersonen.

Het vaststellen van de feiten, waarop berust de tegenwerping welke speel-schulden niet erkent, geeft aanleiding tot tal van vergissingen.

Derhalve, zelfs indien men ze handhaaft, behooren in de wet te worden vermeld de redenen volgens welke moet aangenomen worden dat de

verrichting eene regelmatige was, ondanks tegenstrijdig vermoeden of schijn.

In 1897 stemde het Handels- en Nijverheidscongres, te Brussel, de volgende bepaling: « De tegenwerping berustende op spel, ingevoerd door artikel 1963 van het Burgerlijk Wetboek, kan in geen geval worden ingeroepen tegen den wisselagent en den makelaar in waren die handelde als tusschenpersoon en volgens de reglementen en gebruiken van de Handelsbeurzen ».

*
* * *

Op 19 December 1911, heeft de Regeering een ontwerp van wet betreffende de beursverrichtingen op termijn ingediend.

Volgens dit ontwerp, berustte het onderscheid tusschen koop op wettelijken termijn en de verhandeling welke moest beschouwd worden als verheing van louter spel of weddenschap niet op het inzicht van partijen. De geldigheid van de verrichting was gegrond op de hoedanigheid van de personen die den koop aangaan, alsmede op de voorwaarden van den koop.

Een handelaar die op termijn speculeert op goederen welke behooren tot zijn gewoon bedrijf, geldt niet als speler. Hij die geen handel drijft, kan worden ondersteld te spelen en behoort te worden beschermd tegen zijne neiging.

Volgens ons, kan er verder gegaan en de bekrachtiging van de tegenwerping berustend op spel vervangen worden door deze andere bepaling.

« Elke speculant die beursverrichtingen doet, met het inzicht om te spelen en zonder twijfel hoegenaamd op 't oogenblik van zijne verbintenissen wist dat hij ze niet gestand kon doen wanneer zij tegen hem uitvielen, valt onder de toepassing der straffen bepaald bij de artikelen van het Strafwetboek betreffende aftroggelarij. »

En als hiermede samengaande, bestraffing van hem die misbruik maakt van een andermans speeldrift.

De tegenwerping berustende op spel zou dus enkel moeten bestaan in geval de partijen duidelijk haren wensch tot spelen hebben uitgedrukt; zoo zulke uitdrukkelijke verklaring niet werd gedaan, kan die wil enkel opge maakt worden uit de samenwerking van twee elementen; het feit dat men niet in soortgelijke waren doet en de bepaling van het onderwerp voor den afloop van den vereffeningstermijn.

*
* * *

Er bestaan redenen om een onderscheid te maken tusschen de verrichtingen die het spel kunnen verhelen, naar gelang dat het te doen is om koopwaren of om openbare fondsen. Zoo, ten gevolge van verandering in den toestand van het roerend vermogen, niet eenieder het beroep van koper en verkooper van waren uitoefent, toch zijn er weinig personen die, om het beheer van hun vermogen te verzekeren, geene openbare fondsen.

koopen en verkoopen, ze beleggen op langen of korten termijn, in portefeuille — of speculatiewaarden. Schijnt, op het eerste gezicht, het koopen of verkoopen van waren door een niet-handelaar iets ongewoons, dit is evenwel niet het geval met het koopen of verkoopen van openbare fondsen.

Daarom mag er, voor waren, een onderscheid worden gemaakt tusschen verhandelingen door handelaars en die waarbij een of meer niet-handelaars optreden.

Moet men als niet-handelaar beschouwen hem die bij de verrichting te werk gaat buiten zijn bijzonderen handel? Ongetwijfeld zal dit onderscheid voor de toepassing stuiten op sommige bezwaren en talrijke critieken ontstonden in dit opzicht naar aanleiding van het eerste artikel van het ontwerp van December 1911. Doch, zoo men als ernstig en werkelijk kan en moet beschouwen de koopen, gesloten tusschen handelaars « die gelijkaardige dingen verkoopen », dit vermoeden doet zich niet meer zoo sterk voor, waar het personen geldt, die zich niet slechts inlaten met verhandelingen die hunnen handel betreffen. Van hen mag men een nader bewijs vorderen, mocht de verrichting worden betwist.

Met reden stelde de Antwerpsche Kamer van koophandel voor, het vermoeden van wettelijkheid en geldigheid toe te laten voor deze verrichtingen, aangegaan door een handelaar met een niet-handelaar, onder deze voorwaarde dat zij niet tot den vervalldag « *koopen in blanco* » blijven, dit wil zeggen dat het voorwerp van de overeenkomst duidelijk aangegeven worde.

» Met deze uitdrukking, zoo schrijft zij, begrijpen wij de aanduiding van de waren en goederen, niet alleen met hunne hoedanigheid, soort, gehalte, maar ook met hunne wezenlijkheid. De verkooper moet vóór den vervalt termijn nauwkeurig kunnen weten wat eigenlijk de verkochte goederen zijn, zich bevindend in dit of dat magazijn, op deze of gene plaats, kunnende geleverd worden zoo de kooper ze in levering wil nemen...

» Dit voorbehoud, hetwelk voor een particulier wegneemt alle mogelijkheid te beweren dat de verrichting eene louter onderstelde was, zal geen bezwaar hoegenaamd voor den handelaar opleveren : te allen tijde kan hij de gevaren ontgaan, waarvan hij thans maar al te vaak het slachtoffer is. »

Wordt dit bewijs niet geleverd, dan is de koop louter een ingebeelde, welke ook de hoedanigheid van partijen zij ; er dient niet te worden uitgemaakt of eene harer koophandelaar is : deze volstrekt « *in blanco* » gesloten koopen, welke niet uitvoerbaar zijn, mangelt het aan een nuttig bestanddeel voor de economische markt. Daaraan hoeft men geen wettelijk uitwissel te geven.

*
* * *

Stappen wij van de koopwarenbeurs over tot de beurs voor openbare fondsen, zoo is het ons onmogelijk hier belang te hechten aan de hoedanigheid van partijen, om te onderzoeken of de koop kan worden beschouwd als werkelijk en moettend of kunnend uitgevoerd worden.

Daarom ook dient dit karakter van een ander bestanddeel uitgebeeld te

worden : de verrichting op eene handelsbeurs, door toedoen van iemand die persoonlijk vreemd moet blijven aan de levering en het nagaan van de verrichting door eene instelling, reeds ambtelijk beschikkend over toezichtsmiddelen, ten einde de regelmatigheid van beursverrichtingen te verzekeren.

De Italiaansche wet voorziet dat al de borderellen met een zegel dienen bekleed maar dat — wanneer dit is geschied — de in die borderellen opgegeven verrichtingen geldig zijn.

Te dien einde voorziet het wetsvoorstel een gemakkelijk onderzoek : het borderel van den wisselagent zou — bekleed met plakzegels tot het bedrag van het zegelrecht, voorzien in artikel 5 — worden overgemaakt aan den beambte van de Beurscommissie ; deze zou de zegels verder onbruikbaar maken door middel van een dagstempel. Als toezicht behoudt hij een stam van het borderel, bevattende de enkele gedrukte vermelding van den naam van den agent, benevens dien van hem voor wien de verrichting geschiedt en het bedrag van deze laatste.

Onmisbaar moet voor dergelijk toezicht een gering recht worden geheven. Beneden 200 frank, 0.10 c. ; van 200 tot 500 frank, 0.25 c. ; van 500 tot 1,000, 0.50 c. ; van 1,000 tot 2,000, 1 frank ; iedere som van 1,000 frank of gedeelte van 1,000 frank, 0.50 c. meer. Wij houden ons overtuigd dat de beursmannen dezen last zouden aannemen als verzekeringspremie die hen vrijwaart tegen het gevaar dat zij thans loopen. Ten overige zou ze slechts verschuldigd zijn zoo de formaliteit doorgaat.

Zou er overigens een meer billijke last bestaan dan deze, gedragen door het publiek naast het makelaarsgeld op verrichtingen waarbij speculatie behoort, — in tegenstelling met wat in andere landen over 't algemeen drukt op beursverrichtingen.

Die lichte belasting op de verrichtingen op termijn is, denken wij, niet van aard om de levendigheid van de markt te schaden.

Anderdeels achten wij onnoodig te bedingen dat de voorraadsom of « het pand » wegens verrichtingen op termijn, niet kan vernieuwd worden : is de daardoor gewaarborgde verrichting regelmatig, dan is het volstrekt noodig te verbieden dat zij worde herhaald.

Van een anderen kant hebben wij het niet noodig geacht te bepalen dat de provisie of « zekerheidsstelling » in zake van verrichtingen op termijn niet mag worden herhaald : is de door haar gewaarborgde verrichting behandeld volgens de voorgaande regelen, dan dient herhaling verboden.

Anderdeels nog kon de wet naar 't schijnt bepalen dat het spel wettelijk is, door het invoeren van eene bepaling welke kan uitgelegd worden in dezen zin, dat aan nietige akten wettelijke uitwerksels worden toegekend.

*
* * *

Om de reeds door ons opgenoemde redenen, zijn wij van oordeel dat de veel meer doelmatige bevestiging van de zoo burger- als strafrechterlijke persoonlijke aansprakelijkheid kan worden aangenomen in stede van de nietigverklaring van de verrichtingen.

Dit beginsel beheerscht al onze Beurswetten ; in 1866 liep het uit op de vervanging van de nietigheid der onregelmatig ingerichte naamlooze vennootschappen door de verantwoordelijkheid van de stichters.

De tegenwerping berustend op spel is in onze wetboeken doorgedrongen dank zij beweeggronden die wellicht wat onderwets schijnen in den economischen toestand, verouderd door eene eeuw vervormingen.

« Onze ziel is gekrenkt, wij huiveren, riep Portalis uit, wanneer men ons op het tooneel een speler voorstelt, verscheurd door wroeging, omringd door het overschot van zijn vermogen, neergedrukt onder zijn rampspoed, niet langer den levenslast kunnende dragen onder de verwijten en tranen van eene bedrukte familie. Zou het gerecht, door rechtsvordering toe te staan voor beloften bij het spel aangegaan, door middel van zijn zwaard het offer volvoeren, dat aanving door goud dorst ? Neen, wetgevers, de zedenleer onzer wetten mag niet minder zuiver, niet minder streng zijn dan de zedenleer der schouwburgen. »

Zoo er thans een slachtoffer van het spel bestaat, is het wel de wisselagent, wien de op het spel berustende tegenwerping wordt ingebracht door hem die rustig heengaat met de opbrengst van zijne winst, blootstaat aan faillissement, terwijl zijn schuldenaar « gelukkig doch ter kwader trouw » uitziet naar andere slachtoffers.

De heer Carton de Wiart zegde terecht : « In stede van de speeldrift te treffen beoordeelt juist die rechtspraak de zeer weinig belangwekkende klasse van spelers die, ingeval van verlies, rekenen op de tegenwerping berustende op spel, openlijk opgeworpen of vanwege den rechter verwacht. Feitelijk zijn de groote financiële instellingen er weinig aan blootgesteld er van te lijden. Maar, van een anderen kant zijn al degenen die, gelijk de wisselagenten en de makelaars in waren gedwongen zijn de handelsbeweging te volgen, doch zulks met eene noodzakelijk meer gemengde clientele, dagelijks prijsgegeven aan eene onrechtvaardige partij, die rekent op de tegenwerping berustende op spel om de winsten op te strijken en zich aan het betalen van de verliezen te onttrekken (1) ».

*
* * *

Wil men, zooals de *Antwerpsche Kamer van koophandel* voorstond, den handel van personen die turen op een andermans onzinnigheid verhinderen, zoo moet men uitzien naar zekere straffen, toe te passen op hen die misbruik maken van de aan allen toegekende vrijheid, « dan heeft men beteugelingsmaatregelen te nemen tegen de plegers van strafbare daden, misbruik makende van de onwetendheid of den hartstocht van sommige lieden, door hen overhaald om op termijn te onderhandelen ».

Stellig schijnt het, dat wanneer hij, die zich inlaat met beurspeculatie, zich blootstelt aan al de gevolgen daarvan, hij wat meer ingetoomd en omzigtig zal zijn.

(1) Voordracht : « *L'Exception de jeu dans son application aux opérations différentielles* ».

Wij achten dat het onderhavig voorstel moet worden aangevuld door bepalingen waarbij het burgerlijk faillissement wordt ingesteld en komaf gemaakt met dit ergerlijk feit, dat oneerlijke personen meer mogen verteren dan hun vermogen medebrengt, eerlijken arbeid bezwadden door hunne schaamteloze luiheid en weelde, en zich verschuilen achter de wettelijke aftroggelarij der scheiding van goederen, welk al de goederen beschermt door de huwelijksche voorwaarden van hunne vrouw, pronken in vollen feestglans, terwijl hunne leveranciers spartelen in een eisch tot failliet-verklaring.

Doch zonder deze hervorming te verbeiden, is het noodig deze daden te treffen door straffen, wanneer zij zich voordoen als beurspeculatie. De daden, door ons als wanbedrijf aangegeven, zijn oprecht aftroggelarij.

Vooreerst een der ergste : de minderjarige, de gehuwde vrouw die hun onvermogen verhelen.

Zij verhandelen waarden, die zij doen ter hand stellen. Valt de kans hun tegen, dan treedt een voogd of een echtgenoot op en vergt terruggaaf van de gestorte sommen. Vaak trekken zij er voordeel uit, doch hoe kan men het bewijzen? Vele voorbeelden kunnen wij aanhalen van de voornaamste financieele huizen der hoofdstad, die het slachtoffer van deze praktijken waren en slechts dank zij eene bijzondere wet, kon de Spaarkas daaraan ontsnappen.

Nogmaals is het aftroggelarij, te koopen of verkoopen wanneer men weet dat men zijne verplichtingen niet kan nakomen ; doch dit is nog meer eene benadeeling van privaten dan wel van openbaren aard, en de beste genoegdoening zal zijn den schuldige te dwingen zijne verplichtingen gestand te doen. Er is eene aanklacht noodig om te doen achtervolgen ; doch, ziet het slachtoffer af van den eisch, zoo wordt het onderzoek gesloten.

Ten slotte dient men te treffen al wie, hopen op makelaarsloon, onvermogens aanzetten tot beurspel. Zij die men vooral moet treffen, zijn degenen die tegenpartij doen, verdachte speculanten en najagers van zaakjes die op naieve lui loeren om zich door hun beursloon, en al te vaak door het « schrapstel » te verrijken. Alle eerlijke wisselagenten zullen instemmen met maatregelen waardoor het beursparket wordt gezuiverd van woekerdieren, die zich slechts bekleeden met den titel van wisselagent om tegenpartij te doen of zeer gevaarlijke klanten te winnen.

*
* *

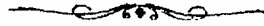
Het door ons aan 't Parlement voorgesteld ontwerp steunt op het beginsel van vrijheid. Het is vooral noodig het publiek op te voeden en het te leeren dat de beurspeler onvermijdelijk moet verliezen : te zijnen nadeele moet hetzelfde gebeuren als voor den bezoeker van speelhuizen en paardenloopen, wanneer hij altijd doorspeelt : het overschot vreet het kapitaal op. Wanneer zelfs de speler winst zal hebben, zal deze verminderd worden met het beursloon, de overdrachtskosten en andere bijhoorigheden die zeer ras zijn kapitaal zullen hebben verslonden.

Zeden hervormt men niet door strenge wetten en verordeningen. Dit is de taak van de openbare meening. Zoo men het spel onverpoosd nazit, bevordert men bedekte ondeugd, welke inzonderheid gevaarlijk is; men verrijkt diegenen welke er van leven en, uit hoofde van het door hen geloopte risico, van hunne slachtoffers eene verzekeringspremie vergen.

Echte beteugeling ligt in de aansprakelijkheid.

Iedereen moet weten dat hij zichzelf heeft te bewaken, en dat de wet tusschen beide komt om hem den meest doelmatigen steun te verleen en om zijne persoonlijke waakzaamheid aan te vullen.

P. WAUWERMANS.



PROPOSITION DE LOI

concernant les marchés à livrer et à terme et l'exception de jeu en matière d'opérations de bourse.

ARTICLE PREMIER.

Tous marchés à livrer sur denrées et marchandises, conclus entre commerçants vendant des choses semblables, sont reconnus légaux.

Si cette condition n'existe point dans le chef des deux parties au moment de la conclusion du marché, celui-ci ne produira d'effets légaux que moyennant la justification que les denrées et marchandises formant l'objet de la transaction ont été spécialisées avant l'échéance du terme.

ART. 2.

Tous marchés à terme sur effets publics et autres, actions, obligations ou titres de sociétés sont reconnus légaux s'ils ont été conclus entre banquiers, agents de change, ou courtiers en fonds publics.

Si les deux parties n'avaient point cette qualité, les marchés seront reconnus légaux à la condition d'avoir été opérés dans une bourse de commerce.

La preuve de cette condition sera fournie par un bordereau émanant d'un agent de change ou courtier ayant droit de coter d'après les règlements locaux et visé par la Com-

WETSVOORSTEL

betreffende den koop op levering en op termijn en houdende afschaffing van de tegenwerping berustend op spel in zake van beursverrichtingen.

EERSTE ARTIKEL.

Elke koop op levering, betreffende waren en goederen, gesloten tus-
schen handelaars die gelijkaardige zaken verkoopen, wordt geacht wettig te zijn.

Bestaat deze voorwaarde niet bij beide partijen op het oogenblik dat de koop werd gesloten, dan heeft deze dan alleen wettige uitwerking wanneer de waren en de goederen, de overeenkomst uitmakende, werden aangegeven vóór het in 't bijzonder vervallen van den termijn.

ART. 2

Elke koop op termijn, betreffende openbare of andere effecten, aandelen, obligatiën of titels van vennootschappen, wordt geacht wettig te zijn wanneer hij werd gesloten tus-
schen bankiers, wisselagenten of effectenmakelaars.

Hadden beide partijen die hoedanigheid niet, dan wordt de koop geacht wettig te zijn, op voorwaarde dat hij werd gesloten in een handelsbeurs.

Het bewijs, dat deze voorwaarde werd vervuld, wordt geleverd door een borderel, uitgaande van een wisselagent of van een makelaar, hebbende het recht van notering

mission de la Bourse. Ce visa devra être apposé au plus tard avant la clôture de la séance de Bourse qui suivra celle où a été conclue la transaction.

ART. 3.

Nul ne peut, pour se soustraire aux obligations qui résultent des opérations ci-dessus, se prévaloir de l'article 1965 du Code civil, lors même que ces opérations se résoudraient par le simple paiement de différences.

ART. 4.

Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal :

1° Ceux qui, étant incapables de contracter valablement des obligations, auront traité des opérations à terme en dissimulant cette incapacité;

2° Ceux qui auront vendu ou acheté des marchandises, effets publics, actions, obligations ou titres de sociétés qu'ils savaient ne pas devoir posséder ou ne pas pouvoir payer au terme fixé;

Toutefois, les poursuites ne pourront avoir lieu ou cesseront si les objets ont été livrés ou si les fonds sont fournis.

3° Ceux qui se seront fait remettre des commissions ou des courtages, ou consentir d'autres avantages, en abusant des faiblesses ou des passions d'autrui, en vue de leur faire contracter des opérations à terme ne devant se résoudre que par le paiement de différences.

volgens de plaatselijke verordeningen, en voorzien van het visa der Beurscommissie. Dit visa moet worden gegeven uiterlijk vóór het sluiten van Beursvergadering volgende op die waarin de transactie werd gesloten.

ART. 3.

Niemand mag, ten einde zich te onttrekken aan de verplichtingen voortvloeiende uit bovenstaande verrichtingen, artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek invoeren, zelfs wanneer die verrichtingen zouden neerkomen op de eenvoudige betaling van het verschil.

ART. 4.

Worden beschouwd als schuldig aan astroggelarij en gestraft met de straffen, door het Strafwetboek gesteld :

1° Zij die, onbevoegd zijnde tot het geldig sluiten van verbintenissen, verrichtingen op termijn hebben gedaan, hunne onbevoegdheid verhelende;

Zij die goederen, openbare effecten, aandeelen, obligatiën of titels van vennootschappen hebben verkocht of gekocht, wetende dat ze die niet moesten bezitten of niet konden betalen op den vastgestelden tijd;

Echter mag de rechtsvervolging niet geschieden of houdt zij op, indien de voorwerpen werden geleverd of indien de gelden zijn gestort.

Zij, die zich een commissie- of makelaarsloon deden ter hand stellen of andere voordeelen toekennen, misbruik makende van een andermans zwakheden of hartstochten, ten einde dezen er toe te brengen verrichtingen op termijn aan te gaan, alleen moeiende neerkomen op de betaling van het verschil.

ART. 5.

Sont dispensés de l'enregistrement, mais soumis au droit de timbre proportionnel sur les effets de commerce, les bordereaux présentés au visa de la Commission de la Bourse.

ART. 5.

De borderellen, tot het visa der Beurscommissie aangeboden, zijn vrij van registratie, doch onderworpen aan het evenredig zegelrecht op de handelseffecten.

WAUWERMANS.